

La seconde crise et la reconstruction
L'oeuvre du P. Albert Lucas, de 1916 à 1930.

Maurice de la Rochemacé cjm

La Révolution française avait anéanti la Congrégation de Eudistes. La seconde crise qu'elle subit, de 1903 à 1918, devait seulement la meurtrir et l'affaiblir; elle s'est traduite par une diminution des vocations et des effectifs, par la destruction de oeuvres en France, par une épreuve de fidélité pour tous.

On en connaît les étapes:

- En 1903, l'expulsion des Eudistes de toutes leurs oeuvres en France, la confiscation de leurs propriétés, l'interdiction de vivre en congrégation. Une trentaine d'Eudistes sont alors amenés à passer dans le clergé séculier, plus de soixante partent aux Amériques. Le chiffre des Eudistes incorporés passe de 275 en 1901 à 256 en 1903. ..

- Alors que la Congrégation a commencé à se relever des coups reçus, la guerre de 1914 éclate. Cent-vingt prêtres et séminaristes sont mobilisés; vingt-et-un d'entre eux seront tués au feu...

La reconstruction, après la guerre, s'est amorcée sous généralat du successeur du P. Ange Le Doré, le P. Albert Lucas. Or le P. François Hulin (1874-1963), qui a été mêlé de très près au gouvernement du Père Lucas, a laissé des souvenirs inédits sur cette période. Grâce au P. Henri Macé qui a su déchiffrer son écriture d'octogénaire presque aveugle, nous disposons ainsi de documents fort intéressants sur cette période de reconstruction de la Congrégation en France. Le P. Maurice de la Rochemacé a bien voulu les utiliser afin de faire revivre pour nous l'homme et l'oeuvre. Nos confrères d'Amérique verront qu'il est peu question dans ces pages du développement de la Congrégation en Colombie et au Canada.

L'auteur a voulu laisser à des Eudistes d'Amérique le soin d'évoquer ce développement, et se borne à l'effort de reconstruction du gouvernement général de la Congrégation et de sa vie en France.

LA CONGRÉGATION EN 1916

Lorsque l'Assemblée générale des Eudistes se réunit à Paris, le 23 juillet 1916, les circonstances sont dramatiques. En France, c'est la Grande Guerre. La bataille de Verdun, qui bat son plein, reste encore indécise. Les communications internationales sont très difficiles; on doit constater l'absence de trois délégués sur les quatre de la Province de Colombie, dont le Vicaire provincial lui-même. Le P. Le Doré n'avait d'ailleurs fait la convocation de l'Assemblée, sous la pression de son conseil, qu'avec l'arrière-pensée qu'en raison du conflit elle ne pourrait se réunir.

Le 26 juillet 1916, au premier tour de scrutin, le P. Albert Lucas est élu supérieur général. Jusqu'à la mort du P. Le Doré, le 5 juin 1919, il ne portera le titre que de Vicaire Général.

En France la situation est tragique. Depuis deux ans, le pays se débat en pleine guerre, tout le nord-est est occupé par l'ennemi, et les armées françaises supportent à elles seuls les quatre cinquièmes de l'effort de guerre. Le secours américain n'arrivera que dix-huit mois plus tard. Vingt-et-un Eudistes seront tombés au champ d'honneur: cinq prêtres, un diacre, un sous-diacre, treize séminaristes, un frère coadjuteur.

Les provinces de Colombie et du Canada (elles ne comptent encore que deux pères colombiens et sept canadiens) ont vu partir, mobilisés, une partie des Eudistes français. On peut dire que, de 1903 à 1918, la Congrégation aura subi une lourde saignée.

Du côté des biens, la situation en France est aussi dramatique. La Congrégation ne possède plus rien. Certes, au moment de la liquidation, divers amis ont racheté des immeubles dans l'intention de nous les rendre quand la situation le permettrait. Mais d'autres sont perdus à jamais. En 1916, on ne sait même pas ce qu'est devenu le scolasticat de Gysegem en Belgique, avec son mobilier, sa riche bibliothèque.

Les Eudistes d'aujourd'hui peuvent à peine imaginer la tension où ont vécu leurs confrères au début du XXe siècle. Il fallait ne rien faire qui pût être interprété comme une tentative de reconstitution de Congrégation dissoute, et pourtant essayer de maintenir un minimum de vie commune plus ou moins clandestine. En fait, seul le petit groupe des pères parisiens maintenait quelques rencontres. Le mercredi, les confrères dispersés de la région parisienne se retrouvaient, rue Broca, à "Broca Palace", pour une conférence suivie d'un repas. Admirable, non ?

Les Capucins, qui avaient essayé de faire de même, furent poursuivis, dès 1904, pour reconstitution de congrégation non autorisée.

Dans le reste de la France, il en allait autrement. A Saint-Martin de Rennes ou à Saint-Sauveur de Redon, quelques Eudistes vivaient parmi les prêtres diocésains, sans exercices communs organisés. Ils recevaient leur traitement de professeurs, prélevaient le nécessaire, et adressaient le surplus à l'économiste de Paris. Même à Saint-Jean de Versailles, qui avait retrouvé dès 1904 une direction eudiste, il fallait se montrer très prudent pour n'éveiller aucun soupçon.

Fuyant la Belgique envahie, les juvénistes avaient été accueillis à Redon, et les séminaristes, près de Caen, à Coupigny, dans le château de Madame Le Tourneur d'Yson. Quant à l'oeuvre de Domrémy, elle avait été reprise dès 1903 par le clergé du diocèse de Saint-Dié.

LE PÈRE ALBERT LUCAS

Lors de son élection, le nouveau supérieur général avait soixante ans. Homme d'expérience, il avait vécu longtemps à Rennes au milieu des jeunes. Assistant du P. Le Doré depuis une dizaine d'années, il connaissait bien la Congrégation. Pourtant, cet homme communicatif apparut bien vite tourmenté par sa charge. Il avait besoin de se sentir épaulé, voir "dynamisé". Or son ami de toujours, le P. Auguste Pinas, à qui il se

confiait le plus souvent, était devenu avec l'âge fort pessimiste, inquiet de l'avenir, craignant toujours de dilapider les maigres ressources échappées au naufrage.

Cela met d'ailleurs en lumière le mérite du P. Lucas. Quand son devoir lui apparaissait clairement, il passait outre à ses hésitations et à sa timidité, et imposait sa décision. C'est ainsi qu'en 1917, au cours de la visite de la province canadienne, il apprend des Eudistes de Bathurst que l'évêque de Chatham leur refuse l'ouverture d'un collège; il prend lui-même l'affaire en mains, harcèle l'évêque, et finit par obtenir l'autorisation refusée jusque là. Bien plus, il n'hésitera pas à intenter en Cour de Rome un procès aux Pères Blancs qui avaient acheté Kerlois, une propriété confisquée aux Eudistes, en dehors de toute entente avec lui.

Très régulier dans sa vie spirituelle et eudiste, il s'appliqua à rétablir dans les communautés, quand les circonstances le permirent, la discipline de vie fixée par les Constitutions; ce fut d'ailleurs le thème principal de l'Assemblée de 1921.

RÉORGANISER LA FORMATION.

Une des premières préoccupations du Père Lucas, avant même la fin de la guerre, fut de rétablir le noviciat et le séminaire dans des conditions normales. Le généreux accueil de Coupigny ne pouvait se prolonger; pour retourner à Gysegem, il fallait attendre la fin de la guerre, encore impossible à prévoir en 1916-1917, et il n'était pas question de récupérer La Roche-du-Theil ou Kerlois.

La présence à Coupigny avait rapproché les Eudistes du berceau normand de la Congrégation, et des Soeurs de Notre-Dame de Charité de Caen. Plusieurs confrères, dont le P. Regnault chez qui, note malicieusement le P. Hulin, "le sentiment parfois dominait la raison", souhaitaient rapprocher la Congrégation de son lieu d'origine.

En 1917 se présente une occasion inespérée d'acquérir la propriété de Lebisey, à quatre kilomètres de Caen. La famille Le Tourneur d'Yson acceptait de jouer le rôle de propriétaire légal, avec tous les risques, condition d'importance, car il était encore bien difficile de prévoir quelle serait, la guerre terminée, la situation des religieux en France.

La propriété de Lebisey pouvait accueillir une trentaine de personnes; c'était au moins une position d'attente, qui permettrait aussi, pensait le P. Lucas, à des séminaristes de suivre des cours à l'Université de Caen. La propriété fut donc achetée à la fin de 1917, et, à la fin de 1918, le P. Boivent venait en prendre possession avec ce qui composait alors le noviciat et le séminaire.

A la fin de 1918, le P. Lucas reçut enfin des nouvelles de Gysegem. Un Eudiste mobilisé, le P. Blanquet, avait pu s'y rendre. Accueil chaleureux de la population avec qui il avait trinqué à la victoire des alliés et au retour du séminaire! La maison n'était pas trop abîmée, et surtout, l'ancien propriétaire, l'abbé Van Impe, avait sauvé les archives, la bibliothèque et les ornements de la chapelle, en les répartissant dans des familles amies. Après réparations, le séminaire de théologie revint en 1922 ou 1923. En 1938, l'ensemble des séminaristes devait être regroupé à la Roche-du-Theil.

Ce fut aussi la formation des jeunes Eudistes, mais à Rome, qui amena le P. Lucas à leur trouver une résidence plus convenable. Les fêtes de la canonisation de saint Jean Eudes, en 1925, avaient montré la nécessité d'acquérir des locaux plus vastes et moins vétustes que ceux de la Procure du 3 via San Giovanni. Le P. Mallet, peu désireux de changements, s'en accommodait fort bien. Mais, sur la demande de son supérieur général, il chercha dans le quartier, et découvrit au 15 via dei Querceti la maison qui fut achetée en 1928 et qui est depuis 1953 la maison généralice de la Congrégation.

LE RETOUR A DOMREMY, A DONVILLE, A ABBEVILLE.

Avant les expulsions de 1903, les Eudistes dirigeaient le pèlerinage de Domrémy. Ils devaient aussi trouver des ressources pour construire la basilique en l'honneur de Jeanne d'Arc. La résidence leur appartenait, ainsi que quelques terrains.

En 1903, résidence et terrains tombèrent aux mains du liquidateur Ménage qui les mit en vente. Avec la permission du P. Le Doré, le tout fut acheté par un certain M. Evrard, au nom de son fils, l'abbé Evrard, directeur des oeuvres au diocèse de Saint-Dié. On pressent déjà l'imbroglio juridique qui s'ensuivra.

En effet, en 1920, le P. Lucas envoya trois Eudistes à Domrémy pour reprendre la direction de l'oeuvre. Malheureusement, il n'y avait aucune convention entre le diocèse et les Eudistes, mais seulement un accord sur les travaux à effectuer. Ceux-ci, commencés par les Pères Létendard et Marchal, avaient été poursuivis par leur successeur diocésain, le chanoine Cousot. On établit un *modus vivendi*: le diocèse terminerait le gros oeuvre, les Eudistes auraient à leur charge le reste: entretien, décoration, etc. Il était entendu que diocésains et Eudistes cohabiteraient. Mais cette cohabitation donna lieu à de nombreux conflits que le P. Tessier, supérieur de la communauté, eut bien du mal à maîtriser. Il fallut attendre l'arrivée du P. Lajoie pour qu'enfin le calme revint et que l'oeuvre se développât vigoureusement.

Quant à la situation juridique, on essaya sans succès de la régler en 1931. Il fallut attendre la fin de 1938 pour un compromis entre le diocèse et la Congrégation: les Eudistes abandonnaient tout droit de propriété et recevaient en compensation 10% sur toutes les recettes de la basilique.

La maison de missionnaires de Donville avait été, elle aussi, confisquée en 1903, mais rachetée par un membre de la famille Huchet, de Rennes, qui l'avait parfaitement entretenue. Les Eudistes avaient continué à donner retraites et missions, avec la prudence nécessaire. Les services du ministère de l'Intérieur compulsaient, paraît-il, toutes les revues diocésaines pour y relever le nom des prédicateurs et s'assurer qu'ils n'appartenaient pas à une congrégation dissoute! En 1920-21, ces tracasseries avaient cessé et la communauté des missionnaires put se réinstaller dans l'ancienne maison. Il fallait retrouver le réseau de "clientèle", mais la réputation des missionnaires eudistes, appuyée sur le souvenir du P. Barbey d'Aurevilly, du P. Massicot, du P. Bouché et de tant d'autres facilita la reprise. Et même, en 1922, le diocèse confiait aux Eudistes la paroisse de Donville, ce qui supprimait les querelles de voisinage.

La maison d'Abbeville, où les missionnaires eudistes résidaient depuis 1878, avait été

liquidée, elle aussi, en 1903, non sans quelques heurts pittoresques que relatent les archives de la communauté. Mais le contact avait été maintenu avec tout un réseau d'amis fidèles. Aussi le P. Létendard, ancien supérieur de Domrémy, envoyé par le P. Lucas, put-il s'appuyer sur eux pour acquérir la maison du 24 rue de l'Isle qui devint, de 1925 à 1968, la résidence des Eudistes à Abbeville.

OU LOGER LE SUPÉRIEUR GÉNÉRAL ?

Le P. Le Doré avait installé magnifiquement les Eudistes à Paris en achetant en 1896 une propriété, vaste et fort belle, au 75 de la rue Denfert-Rochereau. Il y avait même érigé une chapelle qui pouvait accueillir plus d'une centaine de fidèles. Hélas, les lois de dissolution des congrégations entraînèrent en juillet 1903, la mise sous scellés de la maison. Comme les PP. Le Doré, Coyer, Pinas et F. Roussel n'obtempéraient pas assez vite, ils se virent condamnés en première instance, puis en appel, tandis qu'un

autres procès concernant la propriété traînaient en longueur jusqu'en 1908.

Passé cette date, il aurait été possible de racheter la maison. Madame Brouard, soeur du P. Dauphin qui était alors assistant général, était toute disposée à le faire pour nous en rendre la propriété dès que les circonstances le permettraient. Mais, dit le P. Hulin, "Le P. Le Doré ne voulut rien entendre; nous étions pauvres et nous devons le rester; d'ailleurs la Congrégation n'avait aucun besoin d'une maison à Paris!" Regrettable obstination!

Le conseil général se réfugia dans un logement misérable, rue Broca. Devenu supérieur général, le P. Albert Lucas souffrait, comme d'une humiliation pour la Congrégation, de recevoir dans ces pauvres locaux les personnalités que ses fonctions l'amenaient à inviter. Assez mal conseillé, semble-t-il, et un peu timoré de nature, il laissa passer au moins une occasion fort intéressante dont profitèrent les Rédemptoristes. Finalement il jeta son dévolu sur un pavillon situé 1 rue Humboldt, devenue après la guerre rue Jean-Dolent.

Après de longues hésitations et un accord verbal dont on ne trouve trace dans aucune réunion du conseil, tout finit par s'arranger. Il fallut pourtant attendre jusqu'en 1938 pour que le P. Dano, devenu économiste général depuis l'Assemblée générale de 1937, pût déjouer le flou juridique entretenu à plaisir par une propriétaire plutôt retorse. Aidé de quelques laïcs compétents, il constitua une tontine qui nous mit définitivement à l'abri de toute réclamation prévisible des héritiers de cette bonne dame.

LES TROIS COLLÈGES

Confisqués tous trois au moment des expulsions, les trois collèges de Saint-Martin de Rennes, de Saint-Sauveur de Redon et de Saint-Jean de Versailles furent tous trois rachetés par des bienfaiteurs insignes: le docteur Regnault à Rennes, Monsieur Dumont à Versailles, et, à Redon, M. du Halgouët, député d'Ille et-Vilaine. Des sociétés civiles immobilières furent créées pour en assurer l'existence légale. A Rennes et à Versailles, les Eudistes en assurèrent de nouveau la direction, et, dès 1921, l'Assemblée générale put avoir lieu à Saint-Jean. A Redon, les prêtres du diocèse de Rennes qui avaient pris en charge la maison en 1903 devaient en garder longtemps la direction. Mais un groupe d'Eudistes partagea avec eux le travail d'éducation.

LES VOCATIONS EUDISTES EN FRANCE.

Ce qu'on appelait alors le "recrutement" fut la grande préoccupation du P. Albert Lucas. Pourquoi récupérer des maisons et reconstruire la Congrégation en France si on ne cherchait pas en même temps à préparer l'avenir? Et avec qui? Après 1903, plus de trente confrères étaient passés dans le clergé diocésain, avec l'accord et même sur les conseils du P. Le Doré. Depuis lors, d'autres étaient partis en grand nombre vers le Canada, le Mexique ou la Colombie, pour le plus grand bien des nouvelles provinces. Ajoutons les morts de la guerre...

Les entrées au noviciat, restées encore nombreuses après 1903, s'étaient peu à peu raréfiées: 19 en 1903, 17 en 1904, 12 en 1905, 10 en 1906, 12 en 1907, 5 en 1908, 12 en

1909, 4 en 1910, 12 en 1911, 9 en 1912, 13 en 1913, 4 en 1914, 12 en 1915, 8 en 1916, 0 en 1917 et 1 en 1918. Puis, la guerre finie, 15 en 1919, 9 en 1920, 13 en 1921...

La Congrégation avait alors en France trois sources de "recrutement":

* Le juvénat de Redon.

Durant la période critique (1903-1914), le "juvénat", c'est-à-dire le petit séminaire, s'était réfugié à Gysegem, et malgré l'exil, avait bien fonctionné. Dès septembre 1914, il se retrouvait à Redon, sous la forme d'une division dans le collège; ce ne fut pas un plein succès. Les Eudistes, responsables du juvénat, qui étaient en même temps professeurs au collège, ne se souciaient pas toujours assez de discerner si tel jeune juvéniste méritait vraiment d'être gardé dans cette division. De plus les conditions faites aux juvénistes de cette époque les dépréciaient par rapport aux autres élèves. Moins bien habillés, matériellement moins bien traités, ils étaient parfois victimes de réflexions blessantes de la part de certains professeurs... Quoi qu'il en soit, le juvénat assura tous les ans des entrées au noviciat, et ces Eudistes surent faire honneur à la Congrégation.

* Les "vocations tardives" de Plancoët

Grâce à un don du P. FERON, qui avait longtemps oeuvré pour les vocations, un autre juvénat fut fondé à Plancoët, où durant près de vingt ans, douze à quinze jeunes, qui commençaient souvent leurs études avec un certain retard; furent formés par les Pères âgés de cette maison de retraite. Le P. LUCAS était très attaché à cette oeuvre et ne manquait pas une occasion de faire l'éloge des confrères âgés qui y consacraient le reste de leurs forces.

* Les collèges eudistes.

Le courant des vocations qui s'était quelque peu tari après 1903, reprit peu à peu après la guerre, en particulier à Saint-Jean sous l'action des Pères Danion, Fernand André, Vallon, Colard... Une des dernières joies du P. LUCAS fut la rentrée de septembre 1929 à Lebisey. S'y présentaient une bonne vingtaine de jeunes; on n'avait pas vu cela depuis un quart de siècles.

GRANDES JOIES ET GRANDES FÊTES

Tout au long de ces lignes, nous n'avons pu qu'effleurer les épreuves peu communes auxquelles les Eudistes furent affrontés en France durant ces années difficiles. Il fallut la foi et l'opiniâtreté du P. Albert LUCAS pour conduire la barque dans de telles conditions. Heureusement; soucis et difficultés furent parfois compensés par des joies très réelles.

Ainsi, dans les premiers mois de 1918, le supérieur général apprenait l'ordination épiscopale, pour le diocèse de Santa Marta du P. Joaquin Garcia. C'était le premier Eudiste de Colombie promu à cette responsabilité, et il se trouvait un des plus jeunes évêques du monde.

Mais rien n'égalait pour les Eudistes la joie de voir canonisé saint Jean Eudes, à Rome, le 31 mai 1925, en même temps que saint Jean-Marie Vianney, quelques jours après Thérèse de Lisieux.

On espérait cette glorification depuis la béatification de 1909. Certes, il ne fut pas facile de rassembler l'argent nécessaire pour les derniers procès et pour la célébration des fêtes, mais les Eudistes, ruinés depuis les expulsions, reçurent l'aide la plus généreuse de la part de leurs soeurs de la Grande Famille eudiste très spécialement du Refuge et du Bon-Pasteur.

Durant la célébration de la canonisation, à Saint-Pierre, le P. Lucas fut accompagné de nombreux confrères et amis, dont les trois évêques eudistes d'alors, Mgr Garcia, Mgr Chiasson, évêque de Chatam, et Mgr Leventoux, vicaire apostolique du Golfe Saint-Laurent. Deux jours après la canonisation, il était reçu en audience spéciale par le Pape Pie XI.

Peu après, le centenaire de la restauration de la Congrégation (9 janvier 1826) fut célébrée en France dans toutes les communautés reconstituées. Ce fut aussi en 1926 qu'eut lieu la Béatification des martyrs de septembre 1792, et parmi eux, de trois Eudistes, le P. François-Louis Hébert, le P. François Lefranc et le P. Calude Pottier. Le P. Jean-Baptiste Rovolt, qui venait de publier en 1925 sa grande biographie du Père Ange le Doré, a également raconté en 1926 la vie et la mort des trois victimes de la Révolution dans son livre sur Les martyrs eudistes.

Au terme de cet article, appuyé sur les souvenirs du P. François Hulin, l'auteur regrette de n'avoir pu aborder d'autres aspects de l'activité du P. Albert Lucas, Supérieur Général, et surtout son action pour le soutien et le développement des provinces de Colombie et du Canada. L'ensemble de ce sujet devra être repris dans l'histoire de la Congrégation dont une équipe eudiste a commencé la rédaction. Nous pouvons pourtant conclure qu'au moment de la mort subite du P. Lucas, le 1er mars 1930, la terrible crise qui s'est abattue en 1903 sur les Eudistes de France avait été en grande partie dominée. Le nombre des Eudistes, dépassant largement celui de 1903, atteignait 332. Les provinces d'Amérique étaient en plein essor et la situation, en France était presque redevenue normale. Grâce à Dieu.

Maurice de la Rochemacé cjm
Marolles (Essonne, France)